

Fernand Pelloutier

Cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières.

78, RUE DE L'UNIVERSITE — PARIS (VII) LITRE 50-40 — C. C. P. Paris 2.850-04

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

FERNAND PELLOUTIER.

1er Mai 1895.

CAHIERS MENSUELS - SOMMAIRE N° 5-6 - Novembre - Décembre 1949.

Au Travail pour l'internationale, pour l'internationalisme. Pages 1.

LES SEMAINES INTERNATIONALES D'ETUDES.

Réflexions sur une semaine d'étude par Jean NIHON	5.
La semaine de FARNCOMBE par Hélène MADEC-PARMENTIER	8.
Le mouvement syndical et la construction de l'Europe par Jacqueline BOIS	12.
Les relations internationales et les alliances par E. MARS	16.
Le problème Allemand par Jacques PEYRAUBE	17.
Problèmes Italiens (suite) par Georges PEYRONNET	20.
La vie des Cahiers	33.
Psychologie sociale et problèmes de gestion ouvrière par ROBERT	34.
Calendrier	38.

Le numéro abonnement ordinaire : 6 numéros : 100 fr.
- double 40 fr. de soutien : 6 numéros : 200 fr. minimum.
par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Education Nationale:
PARIS 2850-04.

AU TRAVAIL POUR L'INTERNATIONALE,

POUR L'INTERNATIONALISME !

La Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) est née à Londres au début de Décembre. Dans le précédent numéro des Cahiers, nous avons essayé de préciser quelles tâches principales attendaient la nouvelle Internationale dès avant sa constitution. Tentons maintenant, à la lumière de ce que nous savons de la Conférence de Londres, d'analyser les résultats de ces assises et d'estimer dans quelle voie la meilleure doit s'engager le travail des responsables ... et des adhérents.

Il est banal mais utile de souligner ces premiers résultats favorables : l'Internationale s'est constituée, son siège a été choisi en Europe continentale, son secrétaire général, désigné à l'unanimité, est le camarade Oldenbroeck.

Le choix du siège de l'Internationale ne devrait être assujéti, en principe, qu'à des conditions économiques et géographiques. Mais dans la situation présente, où le heurt des nationalismes est un fait, il ne peut en être ainsi. On conçoit alors le légitime souci de la majorité de voir établi ce siège en Europe, à pied d'oeuvre des luttes les plus dures. Le choix de Paris nous aurait été particulièrement favorable, sans doute, et d'autre part on aurait mieux vu ainsi, face à la caricature qu'est la F.S.M., où était la véritable vie syndicale internationale. Mais, ces réserves faites, nous comprenons les raisons qui ont fait préférer à l'ensemble des délégués un pays où la situation syndicale est plus simple, ... et plus solide que chez nous. Nous les comprenons mais, mieux que de les regretter, il faudrait travailler à ce qu'elles ne soient plus fondées. (et il y a ici au moins l'ombre d'un cercle vicieux, car la présence à Paris de l'Internationale n'aurait pas manqué de nous aider dans cette tâche).

L'élection du Camarade Oldenbroeck, Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Ouvriers des Transports (I.T.F.), au poste de secrétaire général de la C.I.S.L. est significative. Il n'a pas paru aux délégués du Congrès qu'une autre personnalité puisse mieux assumer les lourdes responsabilités de l'organisation pratique et de l'orientation quotidienne du travail de l'Internationale. Nous partageons cette façon de

voir. Non parce que nous attachons à la personnalité d'un homme des vertus transcendantes (qu'Oldenbroeck ne se fasse aucune illusion; même pour son anniversaire nous ne le comparerons ni au soleil ni aux dieux de l'Olympe!), mais pour des raisons qu'il est facile de préciser.

Nous pensons, et nous l'avons déjà dit, que la classe ouvrière ne peut agir et concevoir valablement sa libération qu'en dehors de cette mentalité de clan que représentent, en 1950, les survivances du nationalisme. Pour nous exprimer de façon sans doute impropre mais frappante et nous opposer ainsi mieux à ceux qui détournent le mouvement ouvrier de son destin, nous sommes résolument "cosmopolites". Nous n'avons pas honte de tirer des leçons de ce que font ou de ce que pensent des Camarades d'autres pays, nous n'avons pas honte de prendre à "l'étranger" des modèles. Nous croyons au contraire qu'il faut le faire et qu'il y a là une attitude conforme à la solidarité de fait qui unit les travailleurs de tous les pays, à cette solidarité dont il faut que nous prenions chaque jour mieux conscience. Oldenbroeck n'est pas pour nous originaire de tel pays, de telle organisation nationale. Il vient d'une organisation internationale où déjà sa personnalité a fait ses preuves sur le plan de l'internationalisme. Et cela est bon signe.

Sans être dans le secret des grands responsables - qu'on nous croie sur parole! -, nous avons eu la bonne fortune de citer, dans le précédent numéro, un passage de l'intervention d'Oldenbroeck à la Conférence préparatoire de Genève. Nous y revenons car il nous paraît qu'il n'est pas de tâche élémentaire plus urgente pour l'Internationale, qu'elle ne trouvera pas de meilleur moyen de lier fraternellement ses éléments que de les faire tous participer à un travail indispensable de mutuelle et d'auto-information. Qu'il s'agisse de l'organisation même de l'Internationale (et des discussions de Londres qui en ont traité), qu'il s'agisse surtout de la situation syndicale et sociale de tous les pays, les syndicalistes sont avides de savoir et d'informer. Savoir ce qui est, ce qui se fait ailleurs; dire, expliquer, ce qu'ils font chez eux. Tâche immense où il faut des spécialistes pour classer, grouper les documents mais où il faut aussi la vivante participation de tous ceux qui, à l'échelon de l'entreprise, du syndicat, de l'Union, de la Fédération, de la Confédération, connaissent l'évolution lente ou brusquée des structures sociales et de leurs contenus.

Car, réfléchissez à l'insuffisance de ce qu'on appelle la grande presse ! C'est dans le grand quotidien conservateur anglais, Le Times des 28 et 29 Novembre, que nous avons trouvé

les articles les plus substantiels sur certains aspects des problèmes que la Conférence de Londres avait à régler (les relations avec les S.P.I., les relations avec les syndicats chrétiens), et ces articles n'allaient pas sans quelques simplifications schématiques. Il est charitable de ne rien dire de la presse quotidienne française.

Il y a place pour une publication syndicale internationale de courte périodicité où tous les courants syndicaux puissent s'exprimer et qui fasse une large place au témoignage direct. Terrain de rencontre pour les recherches les plus libres et excellent outil d'éducation ouvrière, une telle publication peut être une preuve tangible de la civilisation ouverte que les travailleurs sont capables d'élaborer.

Il est pour nous évident que ces informations ne peuvent ni ne doivent se limiter aux pays dont les organisations sont affiliées à la C.I.S.L. Il y aurait même, dans cette limitation, contradiction avec son but. L'opposition irréductible, si nettement soulignée par notre Camarade Reuther de l'Union de l'automobile du C.I.O., à toutes formes de dictatures fussent-elles affublées d'ornements de langage "socialistes", doit trouver à s'exprimer par des actes. La solidarité de ceux qui peuvent s'organiser librement en véritables syndicats à l'égard des hommes et des femmes qui n'ont à choisir qu'entre la carte forcée d'une sorte de syndicat-domestique (domestique de l'Etat) et le camp de concentration est certainement difficile; Il ne s'agit en aucune façon d'envisager je ne sais quelle croisade libératrice. Depuis Robespierre, nous savons les dangers de cette forme de lutte. Mais raison de plus pour mettre ce problème au premier plan de nos préoccupations : nous ne voulons pas plus de l'exploitation capitaliste que de la bolchevisation pour nous-mêmes (nous, je veux dire, les adhérents de la C.I.S.L.); nous ne le voulons pas plus pour les travailleurs des autres pays d'Europe, de Russie, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique.

Que la recherche de ces moyens d'action efficaces et spécifiquement syndicalistes (nous voulons dire par là radicalement différents des méthodes diplomatiques et des procédés des états-majors) soit difficile, nous le concevons fort bien. Nous ne pouvons être certains a priori de réussir à trouver les moyens et il restera ensuite, dans le meilleur des cas, à les mettre en oeuvre. Mais une bonne méthode est d'abord d'informer,

(pas de meilleure propagande !), ensuite de confronter les expériences et les réflexions de tous (pas de meilleure fusion en une véritable organisation la multiple diversité des syndicats et unions groupant les 58 millions d'adhérents!).

Pourvu que, ce faisant, aucune occasion ne soit perdue d'agir, par les moyens éprouvés, toutes les fois que cela sera possible. Et que l'on reprenne, à l'échelle de la formation d'une conscience internationaliste des travailleurs le mot de Monatte que nous avons déjà cité : " pas de meilleure éducatrice que l'action! "

G. WALUSINSKI.

P.S. 1°.- Nous n'avons pas la prétention d'avoir épuisé ici tout ce qu'il faut dire sur l'Internationale. Nous ne souhaitons rien tant que de recevoir et de publier des critiques, des compléments, ou toutes réflexions, sous quelque forme que l'on voudra.

2°.- Relisant par hasard une déclaration de Paul Finet, Président de la C.I.S.L. au journal Syndicats de nos amis belges, j'y relève :

" Le Congrès International a condamné et rejeté toute doctrine qui viserait à assurer aux travailleurs la sécurité économique en leur enlevant l'exercice des libertés politiques et spirituelles. "

Il nous semble que l'on pourrait même dire que là où les libertés n'existent pas, liberté de presse, liberté de réunion, liberté d'association, liberté de pensée, il n'y a plus de sécurité économique car il n'y a plus de sécurité du tout. Le fondement de la sécurité restant pour nous la possibilité de déterminer nous-mêmes comment nous lutterons pour l'obtenir et pour la conserver, et la possibilité de mener effectivement cette lutte qui, peut-être n'a pas de fin.

3°.- Répondons tout de suite à une objection : pourquoi tant se préoccuper des questions syndicales internationales alors que sur le plan local ou national il est encore tant à faire ?

C'est tout simplement que, selon nous, les problèmes sont liés; l'action syndicale de caractère le plus étroitement local ou corporatif, qu'on y réfléchisse, aura toujours des prolongements surprenants et viendra aboutir par exemple à la question : pourquoi le rendement du travail est-il supérieur aux U.S.A. à ce qu'il est en France, ou bien : pourquoi les régimes totalitaires de l'Est ont-ils besoin du travail forcé et du régime concentrationnaire pour subsister?

Un écrivain a dit, dès après l'autre guerre : " l'ère du monde fini commence ". Nous y sommes.

LES SEMAINES INTERNATIONALES D'ETUDES

Dans les pages qui suivent on trouvera des aperçus variés sur les semaines d'études organisées en Juillet et Août derniers par le Centre d'Education Ouvrière.

Merci au camarade NIHON, Secrétaire national de la Centrale Belge d'Education Ouvrière, de nous avoir donné, pour nos modestes cahiers ses "Réflexions sur une Semaine d'Etudes".

L'article de Guy THOREL sur FARNCOMBE a ouvert une discussion où Hélène MADEC-PARMENTIER présente son opinion; un exemple à suivre.

Viennent enfin les comptes-rendus de deux exposés de la quinzaine franco-britannique de BIEVRES et une étude de l'un de ses participants qui a pu, ultérieurement à la quinzaine, séjourner quelques semaines en Allemagne.

--:--:--

REFLEXIONS SUR UNE SEMAINE D'ETUDES

Il y a quelque temps déjà que la semaine d'études syndicale franco-belge de Bièvres s'est tenue. Il n'est jamais trop tard, croyons-nous, de réfléchir aux manifestations d'une action commune semblable. Toute expérience instruit. Celle que nous avons vécue dans la Vallée de Chevreuse nous a appris beaucoup. Il n'est donc pas superflu d'en tirer quelques leçons dont devra profiter notre action d'éducation ouvrière.

Mais avant d'en venir là, comment ne pas penser aux semaines d'études d'avant-guerre, comment ne pas évoquer, notamment, ces fraternelles rencontres de l'Abbaye de Pontigny où tant d'efforts intellectuels et moraux de franche qualité furent dépensés.

...../

L'amitié enseignante, chère à feu Mr. Desjardins, fut une réalité souvent émouvante et exaltante. Hélas, à l'épreuve de la guerre, de beaux esprits, qui avaient tant promis au cours de ces quinzaines d'études, allaient se révéler pâles opportunistes dont le seul courage allait être d'agir pour camoufler une criante faiblesse de caractère.

Il en fut d'autres, heureusement, fiers et décidés, que les dures emprises de la guerre trouvèrent debout là où s'imposaient des luttes inégales. Parmi ces derniers, quelques-uns qui livrèrent ces difficiles combats durent accepter le sacrifice suprême. Nous pleurons ces vaillants qui furent des belles équipes d'autrefois.

A Bièvres, où nous étions quelques anciens de Pontigny, nous n'avons pas parlé de ces absents, trop tôt disparus, mais leur souvenir était en chacun de nous comme une fière présence, et notre travail éducatif en fut fortifié.

Car nous avons fait de l'excellent travail. On en jugera quand nous aurons rappelé le programme d'études et montré combien les échanges de vues qui suivirent les exposés furent l'occasion de préciser bien des connaissances.

Les questions abordées furent considérées dans leur aspect belge et français et concernèrent quelques problèmes que pose la reconstruction de l'après-guerre. Furent traités successivement : les problèmes posés par les nationalisations, ceux résultant de la co-gestion des entreprises et du jeu des conventions collectives, ceux plus particuliers au chômage, au logement et d'une façon générale à la sécurité sociale; enfin ceux concernant l'éducation ouvrière.

La plupart des sujets furent traités par des camarades qualifiés des mouvements qui avaient envoyé des délégués. Un camarade suisse, délégué de sa Centrale d'Education, y ajouta quelques vues personnelles intéressantes. Sous la direction avertie et consciencieuse de notre ami Georges Vidalenc, des discussions animées ajoutèrent des compléments d'information et l'expression de vues diverses sur les sujets traités. Ainsi les camarades présents eurent-ils l'occasion d'augmenter leurs connaissances et de clarifier leurs idées sur différents points de l'abondante matière étudiée.

...../

Est-ce à dire que tous les studieux tirèrent le même parti heureux de leur participation à la semaine d'études ? Nous ne le croyons pas et nous le regrettons. Si tous les présents apportèrent leur curiosité intéressée, ils ne disposaient pas, pour aborder l'examen des problèmes traités, des ressources d'une même formation intellectuelle et d'une même expérience. Aussi faudra-t-il retenir, pour les semaines d'études prochaines que l'on organisera à l'échelle internationale, que les délégués doivent être préparés d'avance au travail d'études à fournir en commun.

Le rendement du travail d'éducation fourni à Bièvres fut encore quelque peu atténué par l'attraction tentaculaire qu'exerça Paris sur quelques camarades. En soulignant le fait, nous ne méconnaissons pas l'intérêt multiforme qu'offre toujours pour des étrangers la visite d'une grande ville peu ou pas connue mais, si les joies du tourisme ne sont pas à dédaigner, elles ne doivent pas intervenir inopportunément pour perturber le bon fonctionnement d'un milieu d'études.

Au surplus, les organisateurs de la "semaine" avaient pensé à nos loisirs; il nous paraît opportun de mentionner la joie que nous avons connue en découvrant à Bièvres le Home qui devait nous abriter.

La vallée de Chevreuse est belle; les bois qui abritent Bièvres y distribuent ombre et fraîcheur et aussi l'occasion de promenades bien agréables. Dès notre arrivée, nous fûmes conquis. Le milieu a toujours de l'importance en éducation. Les organisateurs de notre semaine d'études tirèrent un parti heureux des locaux simples et clairs que nous offrirent le Home de la Rochedieu et ses dépendances.

Dans cette maison généralement fréquentée par des groupes de formation religieuse protestante, nous avons bénéficié du meilleur accueil. Un petit fait dira jusqu'à quel point la directrice, notre hôte, voulut que nous soyons à l'aise chez elle : les prières que disaient à voix haute, régulièrement avant chaque repas, d'autres pensionnaires présents au Home avant notre arrivée, furent supprimées. "Vous prierez mentalement", leur conseilla le pasteur présent.

Vivant simplement, comme en famille, nous eûmes à assurer quelques services ménagers. Regrettons que quelques-uns des nôtres - une très petite minorité - ne comprirent pas que

la solidarité doit jouer partout, en toute circonstance et plaignons-les de n'avoir pu apprécier ces moments joyeux où nous travaillions pour nous-mêmes et où, notamment, faire la vaisselle à la chaîne était à la fois l'occasion d'exécuter du travail d'équipe intelligent, agrémenté de gymnastique, de chansons et même de valses folles.

Les excursions qui nous permirent de visiter en groupe les abords de Bièvres, le Musée de Cluny à Paris, le Palais de Versailles, les services sociaux et le magnifique château de Sceaux, fournirent des occasions heureuses d'enrichissement et de détente. Une franche camaraderie établit rapidement son règne, mais elle n'eut pas toujours raison d'une certaine timidité qui empêchait quelques-uns des nôtres de participer spontanément à tout ce qui fut entrepris au cours de la semaine d'études; telle veillée manqua de chanteurs. Nous croyons qu'il faut attacher beaucoup d'importance à tout ce qui peut contribuer à créer un bon climat dans de telles réunions. Le chant collectif devrait être une préoccupation qu'il faudrait réussir à traduire opportunément dans le déroulement des programmes des semaines d'études.

Tout compte fait, la rencontre de Bièvres est tout à l'honneur des organisateurs et nous tenons encore à leur exprimer les remerciements fraternels des camarades belges; nous y reçûmes différentes leçons de choses que nous n'oublierons pas et en même temps, nous y prîmes l'engagement de renouveler l'expérience en Belgique fin Juillet 1950. Déjà maintenant nous pensons à la joie que nous aurons d'accueillir à Bruxelles les camarades français, délégués du Centre Confédéral d'Education Ouvrière de la C.G.T.F.O.

Jean NIHON

LA SEMAINE DE FARNCOMBE

J'ai lu avec plaisir et intérêt l'article de mon ami Guy THOREL, sur la semaine de Farncombe, dans les Cahiers Fernand Pelloutier de Septembre. Sur certains points, je suis entièrement d'accord avec lui, pas sur tous....

Je pense comme lui que cette semaine d'études a été plus directe à nos coeurs qu'à nos esprits; tout de même à des degrés différents selon le terrain de réception, un enseignement général précieux en est sorti.

Contrairement à Guy, j'ai trouvé beaucoup de charme et d'utilité dans les "quartiers libres", ceci est dû vraisemblablement à nos tempéraments différents : Guy est un intellectuel doublé d'un bûcheur infatigable, son esprit vif lui permet de suivre une discussion et d'enregistrer constamment. Moi, je ne puis absorber qu'à petites doses... J'ai besoin de farniente pour décanter, comme j'ai besoin d'être seule pour analyser... J'ai aussi besoin d'être seule pour voir avec des lunettes qui me sont propres, le visage des choses...

Si ces cours avaient duré toute la journée, mon esprit se serait, à partir d'une certaine heure, évadé, je n'aurais pas suivi ou j'aurais mal suivi.

Voilà les principales raisons pour lesquelles j'ai approuvé cette méthode de demi-liberté.

Si j'ai appris à connaître l'histoire économique de l'Angleterre au travers des cours, je crois avoir connu l'Angleterre elle-même au travers de ses habitants... La mercière de Farncombe qui vendait des lingeeries adorables, le glacier de Godalming, le loueur de barques sur cette rivière charmante où Jean Tomas a fait une pêche miraculeuse.

Il y a eu des sorties en commun (Portsmouth, par exemple) et des promenades individuelles. Voici comment j'ai vu, quant à moi, la semaine d'études en Angleterre :

Il semble d'abord qu'il me sera impossible de dire tout le bien, toute l'utilité qui se dégage d'une telle semaine. Farncombe, ce nom au départ était pour moi barbare comme tous les mots étrangers; chaque fois que je devais le prononcer, je recherchais la lettre de Denyse Wurmser et le lisais consciencieusement.

Quelques camarades de la délégation savaient l'Anglais, je n'étais hélas pas du nombre...

Mais il faut y mettre du sien, j'ai appris avec une rapidité surprenante à dire "yes" et "excuse me", cela faisait bien quelques petits drames, ainsi ce jour au bal de Godalming où j'ai dit "yes" à deux danseurs ... Mais enfin, même avec un

vocabulaire si restreint, on arrive à se débrouiller, vous jugerez donc de la compréhension de nos camarades Anglais !

Pour la première fois, j'ai vu Londres, mes yeux n'étaient pas assez grands pour ce spectacle tellement nouveau. C'est différent d'ici à un point inimaginable... En descendant de la gare Victoria, nous avons pris un autobus à impériale; pour mieux voir, je suis naturellement montée à "l'étage au-dessus", je n'ai presque rien vu de la ville que nous traversions, occupée à regarder foncer sur nous les autos qui arrivaient sur leur gauche... Drôle d'impression... Un appel de Denyse restée en bas m'a arrachée à cette curiosité doublée de frayeur... Nous arrivions à la gare de Waterloo.

Là, un coquet petit train, très 1900, nous a conduits à Farncombe, une délégation de camarades Anglais nous attendait à la gare. Peu d'entre eux parlaient Français, mais, par contre, pour nous témoigner par des actes leur sympathie, qui restait obligatoirement muette, ils se précipitaient sur nos valises voulant nous éviter toute fatigue.

Le petit village, très vert, aux cottages bien rangés, avait pavoisé. Dans ma candeur, je croyais que c'était en notre honneur, j'ai gardé pendant trois jours ces illusions jusqu'à ce que j'apprenne qu'il y avait dans la semaine la fête au village...

Hillside Guest House, était le nom de la jolie propriété dans laquelle nous étions logés, l'équipe anglaise et nous. En approchant, il était près de 21 heures, nous pensions avec un tantinet de gourmandise à ce repas qui nous attendait... C'est là que j'ai fait connaissance avec la mayonnaise sucrée, nous ne nous sommes pas entendues toutes les deux... est-ce une question raciale ?

Décrire la semaine ensuite ? semaine épatante, le matin et au dortoir le soir, nous avons l'impression d'avoir perdu au moins 20 ans, et de nous retrouver au collège... Nous avons appris quantité de choses sur le syndicalisme anglais, que Joe CRISPIN nous a présenté de sa naissance à nos jours, nous donnant sans se lasser tous les renseignements que nous sollicitons... Crispin dit "Joe" était vite devenu pour nous un grand ami, il parlait français, cela facilitait pour beaucoup d'entre nous les conversations. Redfern nous faisait chaque matin des cours traitant de l'économie politique, cours traduits par notre camarade Maurice Wainer.

Nous formions une excellente équipe où tous les tempéraments trouvaient leur pâture.... Si je ne comprends pas pour ma part la langue Anglaise, j'arrivais à force d'efforts à me faire comprendre d'eux (ces efforts consistaient à prendre par le bras Paulette ou Denyse et à leur demander de traduire).

Des liens d'amitié sont nés: même lorsque nous étions adversaires, nous restions amis, je n'en veux pour exemple que ce championnat de billard au cours duquel un Anglais m'a battue par 200 points contre 45 ... il ne m'en a pas voulu pour autant.

Nos camarades n'avaient qu'un souci, nous faire plaisir. Nous avons ensemble fait une promenade en autocar à Portsmouth; tous chantaient à l'aller comme au retour. Nous avons, quant à nous, extrait de nos mémoires les chants des Ajistes, et si nous chantions beaucoup moins bien que les Anglais, nous chantions plus longtemps... ceci compense cela.

Lorsque, depuis le retour, je regarde la photographie du groupe, prise dans le parc de la Guest House, je revois chacun et les figures défilent... Voilà Pif, à qui j'apprenais le français, plus exactement l'argot, il se souvenait particulièrement de pif = nez, chaque fois que nous nous trouvions en présence, en élève consciencieux, il répétait Pif, et ce surnom lui est resté... Denyse, en bon professeur, n'appréciait pas ce genre de cours.

Que de figures dont je vais oublier les noms... tous étaient gentils, serviables... tout de même, on a ses préférences. J'avais un faible pour mon chevalier servant "Albert", il m'accompagnait dans toutes mes courses, ou presque, ne me laissant jamais porter le moindre paquet... Nous nous comprenions parfaitement, il ne savait pas plus le français que je ne savais l'anglais, Guy Thorel tentait de faire le point, et à nous trois, nous arrivions à nous comprendre.

Ce que l'on peut dégager de cette semaine, c'est que des liens d'amitié sont nés, jamais Albert ne pourra tirer sur Guy, jamais Guy ne s'armera contre Albert... Si nous nous connaissions mieux, si nous nous aimions comme à la fin de cette semaine d'études, nous pourrions avoir confiance en une Paix que nous désirons tous.

La veille de notre départ, une soirée récréative très agréable nous a réunis, dans la salle dite "Music-Room" nous avons inventé des sketches, nous avons joué la comédie au grand amusement de tous. Dans un sketch, Jean Tomas faisait le jeune premier, et Guy Thorel le pasteur, ceci n'étonnera personne de ceux qui les connaissent...

Le lendemain, la délégation anglaise, levée de bonne heure, nous a conduits à la gare. Les Anglais étaient tristes comme nous l'étions nous-mêmes, et aux accents de " Ce n'est qu'un au revoir, mes frères ", nous nous séparions. Derrière certaines lunettes il y avait un peu de brume, certaines de nos petites Françaises laissaient des regrets... Il nous fallut consoler Tomas qui regrettait toutes les Anglaises...

Après deux jours passés à Londres où nous avons visité le Parlement, les Musées et les quartiers à caractère, nous avons dû prendre le chemin du retour.

C'est avec un peu de spleen, que nous évoquons entre nous les souvenirs rapportés de là-bas... Ils sont multiples, ils sont inoubliables...

Au cours d'Anglais du Centre d'Education Ouvrière, nous nous sommes retrouvés plusieurs, bien décidés à travailler... Je sais, quant à moi, déjà mon A. B. C.

Hélène MADEC-PARMENTIER

--:--:--:--:--

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Dans le cycle de nos discussions sur les questions internationales, le Camarade Lapeyre est venu à notre quinzaine franco-anglaise pour nous parler du mouvement syndical dans la construction de l'Europe, ou plutôt, selon son propre préambule, de l'absence du mouvement syndical dans la construction de l'Europe. Et comme le Camarade Lapeyre est convaincu de la nécessité de l'action syndicale dans ce domaine, son exposé, tout en fournissant une documentation, est un historique précis et clair.

Il a fort sympathiquement reflété la chaleur de sa conviction et son désir de persuader un auditoire déjà acquis en partie, je puis l'affirmer, mais en partie seulement, et heureusement, car les désaccords ont permis une discussion fort intéressante.

Lapeyre a cité pour commencer un journaliste du Monde, Jean-Jacques Servan Schreiber, qui écrivait : " On nous dit que l'Europe est en construction; je viens à'en parcourir le chantier: ce qu'on y construit n'est pas un édifice mais un décor". C'est sans doute trop sévère, mais Lapeyre d'expliquer : c'est parce que la création de l'Europe n'entraîne pas l'adhésion des masses populaires; et ceci en grande partie parce que le mouvement syndical s'est tenu sur la réserve.

Pourquoi ? Dès 1950 pourtant, un des penseurs les plus avertis du syndicalisme, Robert Louzon, soutenait l'idée de l'Europe, voyant dans l'élargissement des marchés et la limitation des souverainetés nationales un moyen d'éviter la crise naissante. Actuellement, on peut expliquer la réticence de l'ensemble syndical par le fait qu'une participation à la construction de l'Europe semble exiger une prise de position sur un certain nombre de problèmes épineux :

- sur le problème de l'Espagne,
- sur le problème de la Grèce,
- sur l'expérience intéressante où se sont lancés les T.U. anglais avec leur gouvernement, mais qui entraîne l'autarcie plus que le développement des échanges,
- sur le problème allemand,
- sur la neutralité suisse,
- sur les pays de derrière le rideau de fer.

Plutôt que de choisir, le mouvement syndical s'abstient.

Cependant, quelques syndicalistes, à titre individuel comme membres de tel ou tel des mouvements européens, en particulier le mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, ont joué un rôle dans l'évolution qui a abouti, après deux ans à l'union de tous dans le mouvement européen et à la formation du Conseil de l'Europe qui comprend le comité des 12 ministres et une Assemblée consultative européenne.

D'abord, en Mai 1948, se tient à La Haye le Congrès pour l'Europe Unie, dominé par la personnalité de Churchill. On sait comment l'abstention des travaillistes amena les socialistes français à n'y participer qu'individuellement. Comme

gux, une poignée de syndicalistes sollicités cherchèrent à gagner, malgré le milieu hostile à priori, le plus de points possible. Ils étaient désormais d'accord pour travailler à l'Europe, croyaient utopique de la vouloir chacun selon ses idées, pensaient qu'il faut y fondre toutes les manifestations politiques, économiques culturelles, qu'il faut donc y faire entendre aussi la voix des syndicats. C'est ainsi que Jean Mathé, battu en commission, réussit à convaincre un auditoire de 1200 délégués que rien ne pourrait être fait sans l'adhésion des travailleurs des pays européens; le principe de la participation des organisations syndicales à la création de l'Europe fut ainsi reconnu.

Puis ce fut la création des "Forces Ouvrières syndicalistes européennes", dont le but était de grouper dans chaque pays les syndicalistes libres de toutes tendances et d'unir les mouvements des différents pays. L'échec vient, en France, de ce que les diverses tendances syndicales n'ont pas répondu à une initiative de F.O. et, en Europe, de ce que les syndicats n'ont pas voulu s'engager sans leur centrale. La scission de la F.S.M. est venue compliquer le problème. Depuis 2 mois F.O.S.E. s'est dissoute mais les camarades sont chargés de s'occuper spécialement dans leur union ou Fédération des questions européennes et dans la nouvelle Internationale syndicale qui va se former en Novembre à Londres, ils se feront les animateurs de l'idée européenne afin que la section Europe qui est prévue puisse jouer un rôle efficace dans toutes les tentatives à venir pour la création de l'Europe Unie.

Pour prouver que ce n'est pas là un vain travail, Lapeyre a énuméré les résultats déjà obtenus par les quelques syndicalistes qui - malgré l'absence de soutien - ont agi dans les différents congrès ou conférences.

A la Haye

- Reconnaissance de la participation des groupements de travailleurs à l'organisation de l'Europe
- Election d'une Assemblée européenne.

A Rome (Congrès de l'Union des fédéralistes)

- Etude des mouvements de main d'oeuvre,
- Lancement de l'idée d'une monnaie européenne,
- Lancement de l'idée d'une société européenne des houillères. (Problème de la Rhur)
- Lancement de l'idée d'une société européenne de l'énergie.
- Lancement de l'idée d'une société européenne des transports.

A Westminster (Conférence économique du mouvement européen)

- problèmes économiques des échanges, des industries clefs, de la monnaie, de la main d'oeuvre.
- Demande d'un Conseil Economique et social à côté de l'Assemblée européenne uniquement politique.

Dans la discussion, un syndicaliste anglais a exprimé toute la répugnance des travailleurs anglais à donner leur adhésion à un mouvement dont Churchill a été l'initiateur. Mais, répond Lapeyre, ce n'est pas parce que Churchill a pris parti pour l'Europe qu'il vous faut prendre parti contre. Encore une fois, l'Europe ne peut être, pour commencer, ni conservatrice, ni socialiste, ni syndicale, il faut que toutes les familles spirituelles, économiques et politiques discutent pour la faire ensemble. Discuter avec la réaction n'est pas nécessairement se compromettre, loin de là.

Qu'il faille cependant, comme le fait remarquer un autre camarade anglais, une certaine communauté politique ou plutôt des principes de base : démocratie, respect de l'individu, c'est évident.

Le camarade Lagrange nous fit son petit exposé habituel, toujours fort intéressant d'ailleurs pour les camarades à qui la faim et la fatigue, aux approches de midi, permettaient encore de suivre.

L'Europe capitaliste, dit-il, n'a pas besoin de notre appui. Pour éviter qu'on nous accuse de collusion avec le capital, il faut, toujours et partout, exiger des votes sur nos projets, même pour les faire repousser.

A propos de l'Espagne et de la Grèce, il fait remarquer qu'elles ne sont pas nécessaires économiquement mais que la réaction les estime nécessaires stratégiquement. Lagrange est contre une telle attitude, mais pour que nous donnions tout notre appui aux mouvements syndicaux clandestins.

Enfin, il voit que le plus gros obstacle à l'adhésion des masses, c'est l'emprise du Stalinisme.

Mais Lapeyre répond que dans des pays comme la Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède, la Suisse, où le Stalinisme est le moins important, on rencontre cependant une grande indifférence pour l'idée européenne.

La contrainte nécessaire à la formation d'une unité économique de l'Europe - et bien que les éléments intelligents du patronat y voient aussi leur intérêt - vient des U.S.A. qui exigent une harmonisation des plans économiques nationaux. La force persuasive du dollar est grande.

Quant à la Grèce, elle est déjà intégrée au Conseil des ministres et il dépend des Gouvernements américain et britannique qu'il n'y ait plus de problème espagnol.

Un Anglais exprime sa conviction qu'il faut une foi politique pour faire l'Europe. Mais l'essentiel du problème, pour le travailleur, est économique et ce qui nous menace, c'est la domination de la classe internationale des technocrates dont on voit les ravages en U.R.S.S. Conclusion : nécessité d'une éducation ouvrière syndicale et économique.

Jacqueline BOIS

-:-:-:-

LES RELATIONS INTERNATIONALES ET LES ALLIANCES

Conférence de Madame GRANET

Quelles sont les causes de l'évolution des relations internationales depuis 1945 ? Quelle est la part de l'égoïsme et des idéologies, non seulement opposées mais incompatibles, des anciens alliés de guerre, qui en peu de temps mènent à la naissance de deux blocs hostiles : puissances occidentales d'une part, U.R.S.S. et ses satellites d'autre part ?

Pouvons-nous juger uniquement d'après les faits ou faut-il chercher leurs causes ? Ne serions-nous pas autrement coupables de nous incliner devant les faits accomplis ? Nous qui jadis pensions donner essence aux choses, serions-nous maintenant réduits à nous laisser dominer par les faits qui, inexorablement, s'enchaînent et contre lesquels il serait vain de nous opposer ?

Malgré les grandes concessions faites aux Russes (ou peut-être à cause d'elles) à Yalta en Février 1945 et à Postdam en Juillet 1945, la question des traités de paix avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Japon soulève de grandes divergences de vues et d'intérêts. Un autre grave problème est la bombe atomique et le contrôle des armements. Mais ce qui envenime peut-être le plus les relations, ce sont les zones d'influences, véritables glacis pour une future guerre et la propagande politique, qui créent et surtout font voir partout le spectre d'une 5ème colonne en cas de guerre. L'O.N.U., créée pour arbitrer tous ces conflits d'intérêts, s'avère impuissante.

Pour ces raisons, les Russes d'un côté, jugent nécessaire d'asservir de plus en plus leurs satellites et de les protéger contre toute influence de l'occident, sommairement intitulée capitaliste - d'où le "rideau de fer", les grands procès spectaculaires de trahison qui se suivent à un rythme accéléré, et la création et l'efficacité du Kominform -. De l'autre, l'Europe de l'Ouest se voit obligée de s'unir, d'abord économiquement et militairement, d'où le traité de Dunkerque en Mars 1947, le Pacte de Bruxelles en Mars 1948 et finalement le Comité Militaire permanent de l'Union Occidentale à Fontainebleau. La nécessité de fonder une Fédération Européenne se fait de plus en plus pressante.

Ces données trop succinctes faussent nécessairement l'aspect de détails importants, cités par le conférencier, d'une situation extrêmement compliquée et qu'on ne peut pas impunément simplifier. Néanmoins, il ne semble que la revalorisation de l'homme pourrait changer fondamentalement certaines perceptions. Devons-nous servir les intérêts et même leur être sacrifiés ? Est-ce nous qui concevons les idées, ou les idées doivent-elles nous subjurer ? Faut-il conclure, comme le conférencier, que la décision de cette lutte ne dépend plus de nous mais des Chinois ?

Elisabeth MARES

--:--:--:--

LE PROBLEME ALLEMAND

Tentons ici de souligner certaines constantes de la situation présente de l'Allemagne à travers les différents problèmes évoqués dans l'exposé consacré à l'Allemagne, au cours de la quinzaine franco-britannique.

L'Allemagne est un pays qui souffre et souffrira encore longtemps des suites de 11 ans de régime nazi dont 5 de guerre totale. L'accès du peuple allemand à une vie démocratique reste encombré de difficultés considérables qui pèsent sur la vie des individus, sur la vie des partis, sur la vie économique du pays.

Les individus peuvent, à des titres divers, connaître actuellement une situation fausse. L'immense majorité des Allemands était convaincue de la juste cause du IIIème Reich. Chacun après la guerre a rempli les questionnaires de la dénazification, a été innocenté ou condamné, mais on n'a pas, sauf exception, essayé de parler aux anciens nazis en tant que nazis, on n'a jamais tenté de leur faire découvrir en eux-mêmes les fautes contre l'humanité qu'ils avaient acceptées ou assumées pour leurs maîtres. Les déclarations abstraites sur la démocratie ont pu paraître d'autant plus creuses que la réalité immédiate de l'après-guerre était plus rigoureuse. Il est donc à redouter, dans l'état actuel des choses, que les Allemands et en particulier la génération âgée de 20 à 30 ans, ou bien restent nazis de coeur et de pensée, ou bien s'abandonnent à une sorte de nihilisme qui n'a rien à voir avec l'esprit démocratique.

Devant ce danger, les anciens partis, semble-t-il, ne cherchent malheureusement qu'à rivaliser de nationalisme et d'autoritarisme, avec le fantôme du nazisme. La C.D.U. a fait du clergé sans vergogne, son premier agent électoral. Les déclarations du Dr Schuhmacher sur les territoires perdus, négligent le véritable problème posé actuellement par les anciens habitants de ces territoires. Ce sont les onze millions de réfugiés qu'il s'agit de faire vivre pour le moment là où ils se trouvent, dans l'Allemagne de l'Ouest, et pour lesquels rien ou à peu près n'a été fait jusqu'ici. Enfin, la question de l'école confessionnelle suscite encore des passions confuses, la solution apportée par Hitler ne l'éliminait qu'en apparence. En réalité, l'enseignement sous le 3ème Reich restait solidaire comme auparavant, d'une confession particulière. La nature seule de cette confession - le nazisme - avait changé. Il semble qu'il y ait encore bien peu de perspectives favorables, en Allemagne, à l'élaboration d'une culture et d'une civilisation qui veuillent, non pas prendre la place des confessions particulières au profit d'une seule d'entre elles, mais au contraire, rassembler dans la liberté et le respect réciproque les hommes attachés à différentes philosophies.

Quant à la structure économique et sociale de l'Allemagne, elle se ressent elle aussi des années écoulées. La conscience de classe du prolétariat allemand a été endormie au profit de l'exaltation du sentiment national et sous l'influence d'autres

facteurs : accession aux responsabilités politiques entre autres. Cette conscience se reforme beaucoup plus lentement que ne reprend l'exploitation par le capitalisme privé qui s'est retrouvé intact après la dislocation de l'appareil étatique du nazisme et que soutiennent les occupants. Cette conscience du prolétariat se réveille même d'autant plus lentement que certains faits : territoires occupés ou annexés, démontages d'usines, sont propres à susciter des réactions nationales plus que sociales. Les syndicats représentent une force considérable dans leur unité actuelle. Mais cette force est latente. De plus, après le triomphe de la droite aux élections, on prévoit des tentatives de division qui permettraient aux différents partis de mettre des syndicats divisés au service de leurs politiques. Par sa cohésion, le prolétariat allemand peut témoigner de sa vigilance à l'égard du capitalisme et de sa solidarité avec le prolétariat des autres pays dans l'édification d'une Europe socialiste.

J. PEYRAUBE.

--:--:--:--

"Croyance, c'est esclavage, guerre et misère. Et, selon mon opinion, la foi est à l'opposé de la croyance. La foi en l'homme est pénible à l'homme, car c'est la foi en l'esprit vivant; c'est une foi qui secoue le dormeur. En toutes les ligues, en toutes les associations, en tous les Etats, il se montre un bonheur d'acclamer, d'approuver les comptes et de dormir, en haut, en bas, pendant un an, comme si les statuts pouvaient penser. Il y a aussi en ces assemblées de vrais croyants, un petit nombre de ceux que j'appelle les ânes rouges qu'on ne peut atteler, qui ne croient rien. Ceux-là ont la foi, la foi qui sauve."

ALAIN

(Minerve ou la Sagesse)

PROBLEMES ITALIENS

(Suite de l'article dont le début a paru dans
le N° 3 des Cahiers).

L'UNITE ITALIENNE EST TOUTE JEUNE

Il ne faut pas oublier que la nation italienne n'existe que depuis soixante-dix années à peine. A l'étranger, le nationalisme italien peut faire illusion par ses manifestations exacerbées, d'autant plus virulentes que leurs auteurs connaissent bien leur faiblesse intrinsèque : complexe d'infériorité.

Mais quand on passe dans la Péninsule, on discerne des différences régionales plus accentuées que les nôtres, et l'on se prend à aimer davantage la solidité spirituelle de l'unité française, chef d'oeuvre de construction fraternelle peut être sans égal au monde.

En Italie, les conversations courantes suffisent à révéler la dissemblance profonde, presque l'antagonisme, entre diverses régions.

Depuis 1870: moins d'un siècle ! Cela fait moins d'un siècle que l'Italie s'est organisée en nation, après deux cents ans de domination espagnole et cléricale qui avaient étouffé les vieilles aspirations du Moyen Age vers l'unité, aspirations affaiblies déjà par de sanglantes luttes entre cités, partis et familles : Sienne contre Florence, Florence contre Pise, Pise contre Gènes, Gènes contre Venise, Venise contre Milan... et dans chaque ville; Guelfes contre Gibelins, Capulets contre Montaigus. Comment s'étonner qu'un individualisme aussi exacerbé n'ait pu encore accepter de plein gré de se sacrifier à une communauté nationale ? Après la chute du fascisme, instrument d'unité par la force policière, les particularismes se sont fait jour : la Constitution italienne a reconnu l'autonomie administrative de la Sicile, de la Sardaigne, de Frioul, du Val d'Aoste et du Haut Adige, où l'Allemand est langue officielle au même rang que l'italien. La même Constitution a prévu pour le reste du territoire national, l'organisation d'une vingtaine de "Régions" jouissant d'une autonomie semblable, et englobant les actuelles "Provinces" qui jouent là-bas le rôle de nos Départements. Mais les élections régionales sont retardées par des considérations politiques, chaque parti ayant peur qu'elles profitent à ses rivaux.

Un observateur attentif n'a pas de peine à remarquer rapidement le contraste le plus frappant : celui qui oppose Nord et Sud de part et d'autre de Rome, zone neutre, assez indifférente par indolence naturelle.

Les anciens Romains, dominateurs du monde, n'existent plus : ils ont été remplacés par les Anglais. Les Romains d'aujourd'hui ont été façonnés par plusieurs siècles de gouvernement pontifical : une gérontocratie dont la plupart des observateurs italiens et étrangers se sont accordés à dire que c'était l'un des pires régimes politiques du monde.

Piémontais, Lombards, Toscans sont fiers, travailleurs et républicains. Les Méridionaux sont résignés, nonchalants et monarchistes. A part sans doute les Siciliens qui ont envoyé une majorité de gauche à leur Parlement régional constitué en 1947, et paraissent ainsi vouloir secouer la tutelle de la "maffia" : la caste des grands propriétaires agraires. Cependant, le banditisme, depuis deux ans, règne en Sicile à l'état endémique et, sur le "continent", les Pouilles, plateau de calcaire sec, terre d'ouvriers agricoles misérables, restent un foyer permanent d'agitation : la "question méridionale", posée par l'aridité géographique du Sud et son manque de maturité politique, demeure une préoccupation essentielle des italiens qui s'intéressent à l'avenir de leur patrie.

Les raisons de ce fait sont diverses, Economiques : le Nord est plus fertile, le Midi sans irrigation reste misérable. Psychologique : le Nord est plus posé, plus sérieux, plus actif aussi : héritage - qui sait ? des Etrusques, fructifié par les anciens Romains et les Lombards. Le Sud est plus chaud, plus prompt à s'émouvoir, mais en même temps plus indolent, plus vite résigné : la vivacité d'esprit des Grecs mêlé au fatalisme arabe. Ce Midi italien sent déjà le Proche Orient : les femmes sont plus grasses, et beaucoup d'hommes ont des profils levantins, lippus et à long nez busqué. Le retard aux rendez-vous et dans les réunions privées ou publiques s'aggrave en allant vers le Sud, à partir de Florence comprise. Il y a une explication géographique : le climat devient plus chaud, plus "pesant" disent les Italiens, plus pénible ; pendant de longs siècles, la malaria a sévi, partant des plaines côtières et encouragée par le manque d'hygiène des populations méridionales, habituées à mal tenir les intérieurs - on préfère vivre d'hors- et à se passer d'eau, le pays étant sec. Interviennent aussi les raisons historiques : Nord et Sud, avant comme après la commune domination Romaine, ont suivi des destins différents ; par dessus les oppositions de race que je viens d'énumérer, opposition de maîtres, le Nord subissant avec impatience l'influence plus ou moins directe des empereurs germaniques jusqu'aux Habsbourg d'Autriche, le Sud se laissant subjugué davantage par les Anjou

puis les Espagnols : Habsbourgs et Bourbons; la domination des fonctionnaires ibériques, malgré quelques souverains éclairés, renforça encore le fanatisme et le fatalisme, conjugués en une pesante routine, des méridionaux. Quand ils parlent des gens du Sud, ceux du Nord s'étonnent comme s'il s'agissait d'un pays colonial peuplé de curieux indigènes; le soin jaloux, à l'espagnole ou à la musulmane, avec lequel les méridionaux chaperonnent leurs femmes et leurs filles est l'objet de constants quolibets de la part des septentrionaux. Mais le Sud méprise ces railleries qui sont d'ailleurs exagérées et continue son train, chérissant ses cités, ses dialectes sonores et ses superstitions primitives et réglant ses vendettas privées et politiques à coups de grenades - en italien " bombes à main " dérochées pendant la guerre.

De plus, le Sud se défend de son retard économique et social en critiquant le Nord à son tour. Les méridionaux se disent las de payer des impôts pour faire prospérer l'agriculture et les usines septentrionales, alors que le gouvernement, centralisé à Rome depuis la réalisation de l'unité, n'a presque rien apporté, en regard, comme améliorations techniques, aux provinces méridionales. Celles-ci ne demandent pourtant qu'à bien faire : leurs paysans, aidés par l'effort coordinateur du fascisme, ont réalisé des progrès intéressants dans la culture des fruits et des légumes. Il n'empêche que l'élite sicilienne - médecins, avocats, journalistes, techniciens... - continue à vouloir se fixer dans les villes du "Continent"; et l'on dit qu'il y a plus de Siciliens hors de Sicile - en Amérique ou ailleurs - que dans l'Ile aux trois pointes. Certes, le séparatisme sicilien fut un mouvement peu profond, grossi par les journaux et que les communistes italiens ont accusé d'avoir été lancé par les Anglo-Américains intéressés par la situation stratégique importante de la Sicile au centre de la Méditerranée.

On comprend mieux alors que l'opposition entre Nord et Sud se traduise aussi dans les votes politiques. Si la République l'a emporté de justesse, en Italie, c'est en gros parce que le Nord, plus peuplé, a voté républicain, et le Sud monarchiste. Le Nord groupe en effet les "démocristiani" vénètes, en garde contre les Slaves, voisins ennemis, avec les ouvriers socialistes de Milan, de Turin, des autres cités industrielles et les journaliers et métayers communisants des campagnes padanes et toscanes, en conflit avec leurs propriétaires afin de gagner plus de droits sur les récoltes. L'Emilie et la Toscane sont fières de se donner pour les provinces les plus " progressistes " de l'Italie; et cela dès avant le fascisme, ce qui pourrait bien être vrai, car leurs habitants, par une sorte d'impulsion sentimentale, sont prêts à préférer les extrêmes politiques. Les Italiens qui n'aiment pas Nenni, chef actuel du parti socialiste, se plaisent à rappeler qu'il est romagnol, comme fut Mussolini qui milita d'ailleurs dans les rangs

socialistes en compagnie de Nenni pendant ses jeunes années. Le prolétariat rural émilien, formant une classe paysanne pauvre et nombreuse, s'est beaucoup agité contre les débuts du fascisme vers 1921 - 22 et, depuis 1945, l'Emilie est troublée à nouveau par des grèves agricoles et des épisodes de vengeances politiques et personnelles à la fois qui ont ensanglanté des fermes et des villages. Enfin, on doit noter jusqu'où est allé le détachement du Nord pour la maison de Savoie, discréditée par ses attaches avec le fascisme et par la défaite, puisque le Piémont lui-même, berceau de la famille royale, province enrichie par les bienfaits de celle-ci et qui en cultivait le souvenir, le Piémont infidèle a voté aux trois quarts pour la République. Du reste, les minorités bourgeoises du Nord qui ont préféré la Monarchie l'ont fait simplement par peur des partis de gauche mais sans attachement pour une dynastie qui, de l'avis des Italiens, ne comprend, depuis la mort en Ethiopie du Duc d'Aoste, en 1943, aucun homme politiquement capable.

Le Sud, au contraire, a suivi les conseils de ses grands propriétaires, les possesseurs de "latifundia": aristocratie terrienne qui a l'habitude de faire bien voter ses sujets. Beaucoup de ceux-ci sont d'ailleurs encore illettrés; aussi, pour les élections, chaque parti est représenté sur les bulletins par un dessin particulier; au référendum, il fallait choisir entre la couronne royale et une jeune fille, "l'Italiette" coiffée d'une tour. Pour éviter les litiges, chaque bulletin offrait toutes les solutions en présence et l'électeur devait simplement faire une croix en face du dessin représentant le parti et l'institution choisis. Ajoutez à cela l'esprit de contradiction du Midi vis-à-vis du Nord et un certain attrait sentimental pour la forme monarchique chez des gens toujours régis par le paternalisme social. Cependant il y a eu d'assez fortes minorités républicaines, notamment en Sicile, signe sans doute du début de l'émancipation politique de la classe paysanne grâce à l'activité renouée des partis. Le peuple veut la terre et on a vu plusieurs cas d'occupation et de partage spontanés en des endroits laissés plus ou moins en friche par leurs possesseurs oisifs: l'exploitation nouvelle est assurée par des coopératives agricoles et le Gouvernement laisse faire. Toutefois, même républicain, le Sud reste encore plutôt à droite: c'est la partie de l'Italie où les qualunquistes s'opposent le plus violemment aux communistes; or, chacun dispose d'armes et de munitions prélevées, Dieu sait comme, dans les stocks de guerre allemands ou alliés: et ceci ne va pas sans morts. Actuellement, les qualunquistes se trouvent en nombre dans les municipalités de Rome, Naples et Palerme. Cependant les élections

au Parlement Sicilien, dans le courant du printemps 1947, ont donné la majorité au "Bloc du peuple" groupant les partis de gauche; les Siciliens semblent de plus en plus compter sur ceux-ci pour réprimer le banditisme que l'on prétend financé par les grands propriétaires désireux de disposer d'une bonne troupe d'hommes de main: "maffia" ou "camorra", ces mots reviennent souvent dans les discussions politiques à propos du Midi. Pourtant, les chefs de bande qui opèrent dans les Montagnes siciliennes ne se gênent pas pour capturer et mettre à la rançon les fils des grands patrons agraires, quand il arrive à ces jeunes gens de circuler sur les routes dans l'intérieur de l'île.

Le bandit le plus populaire et le plus redouté est un ancien étudiant en droit, d'une vingtaine d'années, Giuliano : au lendemain de la guerre, n'ayant sans doute pas la patience de chercher un emploi, cet apprenti juriste a trouvé plus expédient de jouer les bandits gentilshommes; depuis de longs mois, carabinieri et soldats italiens sont à ses trousses, mais il court encore. La Sicile troublée cherche un équilibre.

Le parti communiste italien a fait de la réforme agraire, qui donnerait les "Latifundia" aux coopératives paysannes, un des slogans favoris de sa propagande. Mais les partisans non-communistes d'une politique sociale avancée objectent l'impossibilité d'une réalisation efficace avant que le Gouvernement, qui seul a des moyens assez puissants et bien groupés, ait exécuté un programme de grands travaux - adduction d'eau, irrigation, fertilisation du sol - qui assurerait aux petits cultivateurs, nouveaux propriétaires, un travail rentable : il ne faut pas mettre la charrue avant les boeufs...

Actuellement, le Gouvernement vient justement de mettre au point un projet de recensement et de redistribution des terres avec indemnisation des anciens propriétaires - c'est un peu ce que nous avons fait pour nos nationalisations -. A première vue, ce projet paraît sagement modéré. Mais il va certainement se heurter à de fortes critiques parlementaires.

Complexe d'infériorité. Hélas ! l'isolement ne peut être splendide.

La nation italienne manque donc encore de solidité interne. Les Italiens, peuple à l'esprit vif, le sentent bien. Du reste, l'expérience historique s'est montrée peu favorable à la formule "Italia fara da sé". Pour quelques réussites, comme

l'équipée unitaire de Garibaldi dans le Midi ou la conquête de l'Ethiopie en 1936, combien d'échecs lorsque l'Italie a voulu mener une politique de prestige ! Adoua, Caporetto, et les désastres de la récente guerre... L'unité italienne, ébauchée par Napoléon Ier a dû attendre l'aide de Napoléon III pour franchir le pas décisif. Les Italiens ne sont pas lâches : c'est une légende. Mais ils sont difficiles à discipliner : le laisser-aller familial dans la tenue des troupes italiennes actuelles contraste avec la sévère correction des militaires allemands ou anglais. Et les témoignages concordent; le soldat italien, brave dans l'offensive, surtout quand il s'agit d'un coup de main à l'improviste, se lasse vite s'il doit tenir un secteur difficile à défendre; on voit mal les Italiens soutenir une guerre de tranchées comme celle où a triomphé l'endurance du poilu français de 15 à 18 de l'Yser à Verdun.

Quoi qu'il en soit, les Italiens n'aiment pas les étrangers. Entendons-nous : ils réservent un accueil plein de gentillesse à leurs visiteurs, et ceci n'est pas pour déplaire, en comparant, par exemple, avec la réserve britannique. En matière de politesse, l'Italie en est restée au XVIIIe siècle; on y interpelle les gens par leurs titres ou leur profession : "marquis", "chevalier", "avocat"; "ingénieur", "professeur"; "docteur", comme en Allemagne, s'applique aux diplômés de toutes les facultés, médicales ou non; les députés sont des "honorables" et l'on parle à son interlocuteur à la troisième personne, comme l'ont enseigné les espagnols depuis le XVIe siècle. Le fascisme a tenté de remettre en usage le vouvoiement, mais en vain. Pour la plupart des Italiens, les formules courantes restent, pour demander un renseignement ou un service : "Qu'elle (sujet sous-entendu : sa seigneurie) me fasse la faveur, par courtoisie" - ou bien : "par gentillesse" - de... et pour remercier : "Mille grâces". Tous ces usages courtoisants sont en pratique jusque dans les plus bas étages de la population. Le baise-main, certes, est moins courant mais demeure cependant plus répandu qu'en France.

Un étranger qui vient dans la péninsule se voit donc entouré d'égards. Mais s'il met en parallèle l'Italie et telle autre nation, les transalpins s'insurgent. Ils en veulent à la France quand celle-ci leur rappelle son aide de façon trop insistante; c'est l'histoire de M. Perrichon. Ils envient la fortune impériale des Anglo-saxons. Ils haïssent les Allemands qui leur ont fait souffrir entre 43 et 45 au moins autant qu'à nous; les Cradour ne manquent pas dans les vallées des Alpes italiennes et "Rome ville ouverte" est un film vrai; que l'on se figure ce qu'eût été la vie dans Paris si, pendant un an et demi après le débarquement allié, le front se fut fixé de Caen à Genève par Orléans avec un Gouvernement Darnand - ou Déat, ou Doriot - dans

la capitale, en face de De Gaulle à Nantes ou ailleurs : famine, terreur policière, guerre civile, se seraient aggravées de façon catastrophique, c'est ce qu'a connu l'Italie.

Enfin, les Italiens détestent les Slaves, ennemis de toujours sur les rivages adriatiques, d'autant plus qu'on a perdu trace du tiers au moins des quelque 200.000 Italiens capturés sur le Don au début de la bataille de Stalingrad; les Russes qui n'avaient pas trop de leurs moyens de transport pour assurer leur victoire, éprouvèrent beaucoup de difficultés pour évacuer vers leurs arrières, au coeur d'un hiver rigoureux, une telle masse de prisonniers habitués à un climat plus chaud et démoralisés par leur combat pour la cause allemande qui ne leur souriait guère. Aussi, en Italie, on craint que beaucoup d'entre eux ne soient morts de froid ou d'épuisement. L'on doit dire que ceux qui sont revenus de l'U.R.S.S., jusqu'ici, montrent une forte antipathie contre les Russes. En somme, pour la majeure partie de l'opinion publique italienne, la Russie soviétique est maintenant l'ennemi numéro 1.

Le reste du monde, aux yeux des Italiens, se compose de petites nations : la Grèce, par exemple. Et l'Italie se sent humiliée d'être aujourd'hui repoussée parmi ces figurants, elle, mère de la civilisation occidentale, patrie de Dante, de Michel-Ange, de Galilée, et des découvreurs du Nouveau Monde, Christophe Colomb et Amerigo Vespucci. Aussi les Italiens s'acharnent à commémorer ces gloires: on est frappé par le lyrisme de leurs inscriptions lapidaires; il y a des plaques posées par les soins d'une association qui s'est donné pour but de réhabiliter les inventeurs italiens méconnus et frustrés du fruit de leurs travaux par des savants étrangers: Lucques revendique ainsi le moteur à explosions et Florence le téléphone. Beaucoup d'observateurs l'ont remarqué : l'Italie souffre d'un complexe d'infériorité. Cette nation ressemble à une jolie femme, vaniteuse et susceptible, avec tous les charmes et les défauts d'une coquette: elle est comédienne mais, trahie par ses nerfs, elle se prend assez vite à son propre jeu. Actuellement, la plupart des Italiens, quand ils discourent, paraissent aussi romantiques que leurs ancêtres de 1848; bon nombre de conférenciers, dans l'Italie d'aujourd'hui, conservent un style redondant et fleuri à l'excès, qui évoque dans un esprit français les envolées bourgeoises de la Restauration ou, au choix, le lyrisme apocalyptique des premières vieilles barbes socialistes. En matière de poésie française, bon nombre d'Italiens en sont justement restés à Hugo, qu'ils admirent avec passion; il est vrai que depuis Baudelaire, les vers français sont plus difficilement compréhensibles à l'extérieur de nos frontières. Pourtant, de nos jours, les films de

Rossellini prouvent que les Italiens, au fond, n'ont pas perdu ce naturel qui charmait Stendhal. Mais cette simplicité première était bien étouffée dans les films fascistes : on se souvient avec ironie, en France, du volumineux "Scipion l'Africain". Et tout récemment "Fabiola" porte encore trace de la mégalo-manie italienne.

C'est que, pendant vingt ans de fascisme, les Italiens ont été grisés par la propagande impériale et ses tapages : "A chi l'Impero ? A noi!" Aujourd'hui, les bouches d'égoût à Rome portent toujours les lettres fascinantes : S.P.Q.R. Pensez : en cas de victoire Nice et la Corse peut être et sûrement la Tunisie, Malte, la Grèce et l'Egypte seraient passés sous le contrôle italien. Avec l'Espagne franquiste maîtresse de Gibraltar et de Tanger, la Méditerranée redevient le "Mare nostrum". Le rêve romain a saoulé l'Italie, prompte aux délires sentimentaux.

Le réveil est d'autant plus pénible que l'Italie nouvelle se plaint d'être injustement traitée. Son peuple, dit-elle, n'a pas voulu la guerre dont les dirigeants fascistes sont seuls responsables; c'est la pression du peuple qui a forcé la monarchie à renverser le fascisme et à passer dans le camp des alliés; depuis les forces italiennes ont contribué à la victoire commune des nations unies. Et les "Quatre grands" - pourquoi plus grands que les autres ? - traitent l'Italie comme un pays coupable et vaincu. C'est un "diktat"! Telles sont les réactions de l'opinion italienne, en partie fondées, en partie excessives. On a peut être sous-estimé, à l'étranger, la participation italienne à la lutte contre les nazis. De leur côté, les Italiens, dans l'ensemble, préfèrent insister sur la coopération donnée par leurs forces régulières qui n'ont pu faire grand chose, semble-t-il, la plus grande partie en ayant été annihilée tout de suite par des mesures allemandes de protection; au contraire, l'action des 100.000 "partisans" italiens de la Haute Italie n'est pas autant magnifiée que celle des F.F.I. français. Les observateurs expliquent ce fait par la défiance générale envers le communisme, plus grande en Italie qu'en France, et qui a trouvé dans les mouvements de résistance une tendance à gauche trop accentuée. La radio anglaise a donné pendant la guerre des assurances trop optimistes aux Italiens, alors que les bombardiers alliés, pour hâter la lassitude italienne, frappaient Milan, Turin, Gênes, en plein coeur, à coup répétés, comme les villes allemandes, sans respecter ni maisons d'habitation ni monuments. Il est peut être bon pour la France de prendre des assurances en rectifiant sa frontière italienne en des endroits dont les habitants se soucient peu de la couleur de leur drapeau pourvu qu'on les laisse continuer leur incessante contrebande, mais la façon dont ces

annexions ont été décidées a fait dire aux Italiens que pour les réaliser nous avions abandonné l'Istrie italienne aux Slaves Il y a là une question de méthode diplomatique où notre Gouvernement semble s'être montré quelque peu fautif. Mais on m'a dit aussi que le Commandement anglo-américain nous avait empêchés d'occuper Brigue et Tende dès 1945 - ce qui aurait simplifié la question. Qui croire ?

Pour l'Istrie, tout le monde a bien senti que la solution adoptée n'était qu'un compromis difficile à faire appliquer. Les Italiens les plus modérés ont reculé pied à pied acceptant d'abord d'internationaliser le port de Trieste, puis de céder seulement le nord de la Vénétie Julienne; ils se sont résignés ensuite aux lignes frontières proposées par les Anglo-Américains, puis à la création de l'Etat libre. Mais au moins auraient-ils voulu voir celui-ci englober la côte sur-ouest de l'Istrie, Pola comprise, ancienne base navale de la monarchie Austro-Hongroise. Ils tiennent aussi à ce que le statut de l'Etat libre assure toutes garanties contre une tentative slave d'annexion, déguisée ou non : on agite beaucoup par ici le précédent de Dantzig en 1939.

En vérité, le problème est délicat. Les témoignages s'accordent : l'arrière-pays est slave, les villes côtières sont italiennes; dans les campagnes en bordure de la côte, les deux éléments se coudoient et, pour respecter les proportions au plus juste, il aurait fallu suivre les lignes tracées par les experts anglo-américains. Mais la Yougoslavie a tant insisté qu'on peut s'estimer heureux d'avoir vu sa grande protectrice soviétique en 1946 adopter en définitive les propositions françaises qui laissent encore quelques satisfactions à l'Italie. Cependant, les Italiens nous en veulent, car le sacrifice leur est dur : toutes ces vieilles colonies vénitiennes, "terre irrédente", avaient coûté, pour les "racheter" aux Habsbourgs, 700.000 morts italiens de 1915 à 1918. Les villes italiennes s'honorent de posséder des avenues, des places, des statues à la mémoire de Guglielmo Oberdan, jeune étudiant triestin pendu par les Autrichiens à la fin du XIXème siècle pour avoir préparé un attentat contre l'Empereur François-joseph. Une autre figure aussi populaire en Italie est celle de Nazario Sauro, capitaine marchand istrien, qui s'engagea pendant la Grande guerre dans la flotte de guerre italienne et se signala par de nombreux raids contre les bases navales autrichiennes en Istrie, capturé, lui aussi fut pendu. Venise a notamment glorifié le souvenir de Sauro par une belle inscription, comme en sait composer le lyrisme italien, disposée sur l'une des

placettes qui font partie des charmes de la cité de la lagune; la plaque a été mise en place vers 1922, au lendemain du rattachement à l'Italie de la Vénétie Julienne :

" Dans l'onde qui vient de l'aurore

Nazario Sauro

tu es

Comme le souffle même de l'Istrie rachetée

Venise t'accueille

dérobe ton esprit héroïque

et le transmet à l'Italie "

Malgré ce sentimentalisme blessé à vif, il est permis d'espérer que le ressentiment italien, à la longue, s'apaisera, car on trouve en Italie des gens pour penser que l'Italie en 1919 avait trop pris sur la frontière slave : entre autres, l'actuel ministre italien des Affaires Etrangères, Carlo Sforza. Mais alors se pose l'inconnue slave : peut-on compter sur la bonne volonté des hommes de Tito ? Les habitants de Pola n'ont pas voulu s'y fier : sur 35.000 environ, 4.000 seulement sont restés; les autres ont préféré s'embarquer pour l'Italie avec leurs biens transportables; la bière de Nazario Sauro elle-même, a été évacuée ainsi du cimetière de Pola; la propagande anti-slave du qualunquisme n'a pas manqué de mener grand tapage autour de ce triste exode. Quant à l'Etat libre de Trieste, il commence son existence avec un déficit de plusieurs dizaines de milliards.

Pourra-t-il attendre qu'une reprise commerciale suffisante rétablisse l'équilibre ou devra-t-il recourir à une aide étrangère? Là encore, on doit craindre que les rivalités internationales ne trouvent une nouvelle occasion de s'aggraver. On a vu comment, à la veille des élections italiennes de 1948, Trieste a servi pour les surenchères des grandes puissances auprès des Italiens. Il faut voir maintenant dans quelle mesure la révolte de Tito contre le Kominform influera sur ce problème épineux.

Une fois de plus, l'Italie subit ici la rançon de l'orgueil fasciste qui avait dissocié brutalement la Yougoslavie en 1941. Mais le danger, c'est que l'Italie n'est pas vraiment guérie du fascisme. Ce régime avait enlevé toute initiative au

peuple; il avait répété le slogan " la terre aux paysans" sans réaliser une réforme agraire qui eût fait des ruraux italiens un peuple de petits propriétaires, comme le fit chez nous la Révolution de 89. Cependant, le fascisme avait donné à l'Italie l'ordre social apparent et un bel essor économique : malgré une part relative de bluff, il est impossible de contester cela. D'autre part, les Italiens, en matière de politique, se sont toujours préoccupés des personnes plus que des idées. Comment s'étonner de ce manque d'attention chez un peuple aussi changeant, plein de contradictions : dans ce pays catholique, attaché à ses rites jusqu'à la superstition, les jurons les plus forts insultent la Madone.

Dans ces conditions, on ne peut s'étonner de voir de nombreux italiens reconnaître avoir participé aux bénéfices de la politique fasciste, tout en maudissant l'action diplomatique de Mussolini. Ah pourtant, s'il avait gagné la guerre ! Au fond, n'avait-il pas raison de réclamer pour l'Italie l'espace vital ? Aujourd'hui les "alliés" menacent de confisquer les colonies italiennes et les colons refoulés sont venus grossir la masse trop grande des chômeurs dans un pays déjà surpeuplé. N'avait-il pas raison, le Duce, de reprocher leur égoïsme aux nations riches ? Et quand il se moquait des "démocraties pourries" n'était-il pas dans le vrai ? Ne dit-on pas que le dictateur a été trahi par les capitalistes italiens, alliés de la monarchie, qui ont voulu garantir leurs privilèges en pactisant avec leurs associés anglo-saxons ? Comment s'étonner alors, devant les signes fréquents d'un mouvement néo-fasciste, qui se prétend républicain et socialiste, comme était Mussolini à ses débuts, comme il en fit figure de 1943 à 1945 ?

Malgré ces indices, l'ensemble des Italiens accepte sincèrement de poursuivre l'expérience démocratique. Mais sur le plan intérieur, la rancœur domine. Les néo-fascistes conseilleraient la même tactique que l'on prête au nazisme survivant en Allemagne : spéculer sur la division du monde en deux blocs pour relever la nation à un rang de grande puissance. Le peuple italien manque de la patience nécessaire pour cette expérience qui a réussi aux Allemands de 1918 à 1941.

Au reste, il y a trop de griefs contre l'un et l'autre bloc. Sa volonté jusqu'à cette année semblait de rester à l'écart et d'essayer de prouver une fois de plus que l'Italie "fara da sé" tout en cherchant à élaborer avec la France et l'Angleterre une entente européenne à caractère socialiste, suivant la tradition humanitaire inaugurée par Mazzini au milieu du siècle dernier et poursuivie par la franc-maçonnerie

italienne. Mais le problème se trouve alors reporté à une échelle supérieure : l'Europe peut-elle faire "da sé" ? Il faut croire que les Italiens restent sceptiques sur ce point puisque la majorité, en acceptant le Pacte Atlantique - en s'y résignant, serait plus exact- a reconnu la nécessité de l'aide américaine.

Pour pouvoir manoeuvrer de manière indépendante au milieu de ces courants divers, il faudrait une diplomatie patriote et habile. Or, l'Italie n'a pas de chance: L'Italie manque d'hommes qui soient à l'envergure à la fois de leur peuple et du monde ou, au moins, de l'Europe. Dans ce pays qui fut celui de tant de Machiavels, pas un notable ne s'est levé depuis 1922 pour jouer, avec assez d'autorité et de maîtrise, le rôle qu'a su tenir De Gaulle pour la France pendant la guerre récente. Le Comte Sforza, par exemple, ministre des Affaires étrangères, a quitté la péninsule au début du fascisme et n'y est rentré que lorsque la dictature fut abattue : c'est un esprit intelligent, un diplomate mesure, mais il reste loin du peuple. L'occasion était belle pourtant, de réveiller celui-ci en Juin 1940, car il est exact que le peuple italien a accepté la guerre fasciste sans enthousiasme, loin de là. L'Italie a manqué alors d'un Garibaldi. Trouvera-t-elle le Cavour qui lui est maintenant nécessaire ? La parole est aux jeunes italiens.

CONCLUSION

BONNE CHANCE, JEUNE ITALIE REPUBLICAINE !

Pourquoi refuser de faire confiance à la jeunesse italienne ? Pourquoi continuer à nous moquer d'elle, à nous défier d'elle ?

Le peuple italien a ses défauts, c'est entendu; n'avons-nous pas les nôtres ? Tout français attentif voyageant à l'étranger n'a pas entendu que des éloges sur son pays. Comme nous d'ailleurs, les Italiens ont une qualité majeure : ils sont assez intelligents pour voir leurs torts et leurs faiblesses. Sauront-ils les réparer ? C'est une autre affaire. Pourtant ils possèdent des vertus qui devraient aider à leur relèvement: c'est un peuple de travailleurs patients et sobres, attachés aux traditions familiales et patriotiques, même au-delà des océans; tous les patrons du monde qui ont employé des italiens s'en sont montrés satisfaits. A l'heure où nous-mêmes avons besoin de cette main d'oeuvre laborieuse, allons-nous rebuter

par une arrogance imbécile, la nation qui doit nous la fournir ? L'Italie nous a fait du mal, c'est vrai; mais nous, pouvons-nous affirmer que nous lui avons toujours fait du bien? On n'en finira plus si l'on s'attarde à ces épluchages de comptes et les Italiens sont grands discuteurs. Alors, prenons ce qui est notre juste dû, mais sans vains éclats, sans gloriole triomphante envers un peuple dont nous ne semblons pas connaître encore toute la susceptibilité.

Car nous avons intérêt à ménager ce peuple, dans la mesure compatible avec notre sécurité. L'expérience a prouvé qu'il valait mieux avoir l'Italie comme amie que comme adversaire, prête à s'allier à nos ennemis. Et puis, les Italiens sont si proches de nous ! Parmi nos voisins, ne sont-ils pas ceux qui nous ressemblent le plus par la culture, par la langue, par le caractère ? Ils aiment tant la France, sinon les Français. Tout ce qui vient de chez nous, surtout de Paris, suscite leur intérêt: idées politiques, tendances intellectuelles et artistiques, théâtre, cinéma, mode... le français est la langue étrangère la plus étudiée, la plus répandue en Italie, à tel point que l'un de nous peut voyager aisément dans la péninsule sans savoir l'italien. Beaucoup d'Italiens sont allés en France, beaucoup rêvent d'y aller; ils ne possèdent pas chez eux de ville tentaculaire qui puisse les attirer à l'instar de Paris; ni Rome, ni même Milan n'ont là-bas le rayonnement de notre ville lumière.

De notre côté, nous continuons d'admirer les réussites italiennes : individualités uniques, oeuvres d'art incomparables, cités au pittoresque inégalé. Une autre question plus précise nous réunit même aujourd'hui : celle des colonies. Les Italiens, dans leurs possessions pré-fascistes, n'avaient pas mal travaillé au témoignage des observateurs étrangers; alors qu'en ce moment l'Angleterre flirte avec les Arabes, ne serait-ce pas un intérêt commun pour la France et l'Italie, nations latines et méditerranéennes, de faire front devant l'Islam menaçant ? C'est d'ailleurs l'attitude que semble avoir adoptée notre ministre des Affaires Etrangères.

Dans ces conditions, pourquoi jouer encore les frères ennemis et nous plaire sottement à des querelles de famille pendant qu'il y a tant à faire en Europe et dans le monde. Entre Anglo-saxons et Slaves, les Latins auraient-ils perdu les qualités spirituelles dont ils dotèrent la civilisation occidentale ? Nous Français, surtout, plus avancés sur la voie de

l'unité intérieure, du rayonnement extérieur et de la maturité politique, sachons nous comporter en sages frères aînés : soyons fermes, non durs. Guidons nos cadets italiens, plus novices, sur le chemin de la démocratie nationale et internationale en les aidant de ce qui fait notre force aux yeux de l'univers, aujourd'hui plus que jamais : notre esprit de clarté logique, et, pour permettre l'épanouissement en tout lieu des qualités humaines qui rendent le monde plus beau, notre sens et notre respect des valeurs universelles, ces mêmes valeurs dont les noms gravés au Père-Lachaise sur la tombe des frères Rosselli, militants de gauche assassinés en France par des Cagouleurs le 9 Juin 1937, servirent de devise pendant vingt ans aux antifascistes italiens : JUSTICE et LIBERTE.

Georges PEYRONNET
(Fédération Education Nationale F.O.)

PARIS, Septembre 1949

--:--:--:--:--

LA VIE DES "CAHIERS"

Une petite rectification d'abord : " c'est par erreur que le numéro précédent a été marqué n° 3 seulement. Son volume nous a amenés à le considérer comme un numéro double il aurait donc dû être marqué numéros 3 - 4.

Que nos abonnés nous excusent aussi pour le grand retard de son expédition : des difficultés matérielles pour obtenir le tarif "périodique"!

Avec le présent numéro, celui-ci aussi est double, se termine notre première série. Notre retard s'explique : nous sommes tous pris par des tâches syndicales qui ne laissent guère de loisirs. Pendant ce temps, les matériaux s'accumulent; nous sommes contraints d'en abandonner qu'il aurait fallu publier.

Il faudra faire mieux à l'avenir.

Pour cela, deux conditions :

1°.- Que ces Cahiers soient un témoignage plus complet de ce qui se fait dans les syndicats, les unions, les fédérations, au sujet de l'éducation ouvrière.

(suite page 39.....)

PSYCHOLOGIE SOCIALE

ET PROBLEMES DE GESTION OUVRIERE

Nous abordons ici un sujet particulièrement délicat et nous n'avons pas la prétention d'ériger les quelques réflexions conséquences de nos observations, en principes absolus. Nous nous bornerons simplement à attirer l'attention de nos camarades et éventuellement à ouvrir un débat sur les questions qu'il convient de traiter ouvertement si l'on ne veut pas risquer de commettre des erreurs de jugement dont les conséquences peuvent être graves pour l'évolution sociale.

LES COMITES D'ENTREPRISES

Ce n'est pas faire une révélation de dire que les comités d'entreprise sont un premier pas vers la participation ouvrière à la gestion des entreprises.

Un Comité d'entreprise qui comprendrait quelques camarades assez adroits peut obtenir beaucoup des textes légaux et participer à une quasi co-gestion. Encore faut-il faire preuve d'habileté et d'intelligence et ne pas avoir devant soi un patron de combat. Enfin, il faut tenir compte également de l'état général des rapports entre le patron et son personnel.

Les premières manifestations extérieures des comités d'entreprise ont été les avis qu'ils ont donnés sur les propositions de majoration de prix. Dans la plupart des cas, on a le regret de constater que les majorations proposées étaient acceptées par les Comités. Or, il était évident que toutes ces demandes n'étaient pas justifiées.

On retrouve donc avec quelque étonnement la manifestation d'un certain état d'esprit au sein de l'entreprise que nous n'hésiterons pas à qualifier de corporatiste. En effet, le patron a réussi à convaincre le Comité qu'il avait intérêt à soutenir sa cause par des promesses d'avantages collectifs ou individuels.

De tels faits ont pu convaincre certains membres de Comité d'entreprise de la convergence des intérêts des ouvriers et du patron alors que jusqu'à présent on avait surtout insisté sur la divergence.

La REGIE RENAULT

Cette entreprise a une gestion bénéficiaire. Le premier réflexe du personnel est d'estimer que les bénéfices représentent du salaire non distribué et qu'on doit leur accorder une participation aux bénéfices.

Il faut distinguer d'abord si la Régie est la propriété de la collectivité nationale ou celle du personnel. Nous répondrons sans hésiter que la Régie Renault est propriété nationale et qu'il convient d'équilibrer sa gestion qui peut, dans l'avenir, n'être pas toujours bénéficiaire. Dans ce cas, le personnel accepterait-il de participer aux pertes ? Nous ne le croyons pas. Précisons encore que la Régie Renault n'est pas un monopole et qu'en refusant de faire des profits, elle vend ses produits moins chers et risque de faire ainsi une concurrence dangereuse aux producteurs des mêmes matériels. Le résultat serait la fermeture de diverses entreprises et des chômeurs de plus. Une entreprise nationalisée peut elle déclencher une offensive commerciale sur le marché ? Nous pensons qu'une telle guerre commerciale n'aurait que des conséquences regrettables, au surplus la Régie ne serait pas assurée au départ d'un succès certain.

Posons encore une question :

Convient-il de créer parmi les ouvriers des secteurs privilégiés ? C'est à ce résultat qu'aboutirait une répartition au personnel des bénéfices de la Régie Renault. En d'autres termes, on se trouverait en présence d'un nouveau cas de corporatisme.

ELECTRICITE DE FRANCE

On sait, d'une part que l'E.D.F. couvre le déficit du Gaz de France et d'autre part que la gestion de l'E.D.F. est bénéficiaire. Le Conseil d'Administration de l'E.D.F. qui comprend des représentants ouvriers, désire, à l'unanimité, la séparation totale avec le Gaz de France. Un autre point important qui fait également l'unanimité, c'est la question

du montant des investissements. Selon le Plan, nous aurons, avec le montant proposé pour 1950, une production de 43 milliards de KWH. Or, le Conseil d'E.D.F. estime que nous ne disposerons seulement que de 40.8 milliards. Là aussi, on assiste à une manifestation d'auto-défense de l'entreprise et à la solidarité des administrateurs y compris ceux de la C.G.T.K.

LES CHARBONNAGES DE FRANCE

Lors de la dernière augmentation du prix du charbon le prix fixé comprenait ce qu'on appelle dans les entreprises privées une marge de sécurité. Cette marge était destinée à prévenir les effets des hausses possibles pour ne pas mettre la Trésorerie en difficulté. Sur le plan technique, le raisonnement est parfait. En d'autres termes, c'est l'application du principe de la valeur de remplacement ou, pour préciser: le vendeur vend à un prix plus élevé que le prix normal parce qu'il prévoit qu'il achètera plus cher le même produit.

L'application de la marge de sécurité a déterminé, pendant la pénurie, la poussée inflationniste des prix.

Précisons que les représentants ouvriers ont donné leur accord sur ce point.

CONCLUSIONS

Nous avons examiné trois cas particuliers qui, bien qu'étant différents résultent d'une loi bien connue des sociologues, c'est que, quels que soient le pays et la latitude, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Le fait de participer à la gestion d'une entreprise, soit en tant qu'administrateur ouvrier, soit comme membre d'un Comité d'entreprise, conduit obligatoirement à s'intéresser à sa bonne gestion et modifie sensiblement l'optique. On assume des responsabilités qui obligent à prendre des décisions favorables au développement de l'entreprise considérée. Mais, quelle est la limite entre l'intérêt privé de l'entreprise et l'intérêt de la collectivité nationale?

On a vu que les uns et les autres pourraient être contradictoires. Nous avons constaté que le Conseil d'E.D.F. demandait plus que ne lui accordait le plan. Peut-être est-ce pour être certain de pouvoir réaliser le programme prévu, mais on peut encore supposer qu'il désire dépasser ce programme.

Pour les Charbonnages, la marge de sécurité compromettrait, à leur insu, la monnaie nationale. Mais il faut bien convenir que le Conseil agissait avec prudence.

Dans chacun des trois cas, les ouvriers se font solidaires de l'entreprise. Il se reconstitue ainsi une sorte de néo-corporatisme qui a tendance à créer dans le monde ouvrier des secteurs privilégiés.

Il ne nous semble pas qu'il serait souhaitable de s'engager dans cette voie et il convient d'être vigilant si l'on veut, au contraire, établir l'équité entre tous les travailleurs du pays.

Robert CHAMPION

--:--:--:--:--:--:--

" Les braves gens de la majorité ont d'excellentes intentions. Ils voient un incendie; ils veulent l'éteindre; seulement ils se trompent : au lieu de la cruche à l'eau, ils prennent la cruche à l'huile ."

Victor HUGO

(Choses vues - 11 Janvier 1950)

--:--:--:--:--:--:--

CALENDRIER

Sans aucune superstition de "l'anniversaire", nous citons ici quelques dates auxquelles le mois de Janvier nous invite à penser. Occasion pour nous de citer un nom, de citer un texte... occasion surtout de savoir que le meilleur moyen d'être fidèle à l'idéal et à la tradition du mouvement ouvrier c'est, en la connaissant, de comprendre le présent et d'agir.

- 8 Janvier 1642 - Mort de Galilée
- 13 Janvier 1898 - Emile Zola publie dans l'Aurore une lettre ouverte au Président de la République : "J'accuse"
- 15 Janvier 1865 - Mort de Proudhon :

A - " Le plan de l'instruction ouvrière, sans préjudice de l'enseignement littéraire qui se donne à part et en même temps, est donc tracé : il consiste d'un côté à faire parvenir à l'élève la série entière des exercices industriels, en allant des plus simples aux plus difficiles, sans distinction de spécialités; de l'autre, à dégager de ces exercices l'idée qui y est contenue, comme autrefois les éléments des sciences furent tirés des premiers engins de l'industrie, et à conduire l'homme, par la tête et par la main, à la philosophie du travail qu'est le triomphe de la liberté."

(de Proudhon dans La justice dans la Révolution et dans l'Eglise - 1857)

B - " La vérité est une, mais elle nous apparaît par fragments, sous des angles très divers; notre devoir est de l'exprimer telle que nous la voyons, quitte à nous contre dire réellement ou en apparence. Ceci vous paraîtra singulier; mais en réfléchissant, vous reconnaîtrez que, du point de vue de la sincérité, j'ai raison. La vérité est le prix d'un long travail; elle a bien des faces diverses, souvent elle semble se contredire; c'est pourquoi nous sommes beaucoup plus exposés à la dénaturer en voulant nous mettre toujours d'accord qu'en disant bonnement chaque jour et sur chaque chose ce que nous pensons et ce que nous voyons."

(Lettre de Proudhon à M. Clerc - 4 Mars 1863)

LA VIE DES "CAHIERS " (suite de la page 33)

Aujourd'hui, nous essayons de donner un aperçu des semaines d'études d'été organisées par le Centre d'Éducation Ouvrière. Prochainement, nous espérons pouvoir présenter ce que font des Centres actifs, tels que ceux de la Loire et de la Gironde. Au lendemain de la grève générale du 25 Novembre, le Centre a organisé le 16 Décembre à Bièvres une rencontre où tous les aspects de la grève en général furent évoqués; on en trouvera un reflet ici dans notre prochain numéro.

Études de groupes de camarades, études d'isolés, ont ici leur place. Ce ne sont pas les sujets qui manquent. Certain n'est-il pas bien placé pour examiner le fonctionnement des Comités d'entreprise, tel autre pour nous dire ce qu'il sait sur telle nationalisation, tel autre enfin pour faire une enquête sur la Sécurité Sociale ? Ce ne sont là que des exemples parmi des centaines de sujets possibles.

2°.- Le travail de la publication de ces travaux de camarades qui s'exerceront en même temps qu'ils feront profiter les autres de leur effort, ce travail portera d'autant plus de fruit que les Cahiers paraîtront plus souvent et seront plus largement diffusés.

Nous avons ici besoin de l'effort de tous. Dès Janvier, nous ferons tout notre possible pour paraître mensuellement sous le volume normal de 20 à 25 pages. Une nouvelle série commence : bonne occasion de recueillir des abonnements nouveaux. Cinq cents abonnés nous permettraient d'envisager l'avenir sans appréhension. Il doit être possible de les trouver. Dans chaque bureau de fédération ou d'union ne comprend-on pas chaque jour qu'il est besoin de militants informés et sachant s'informer ?

Lien entre tous les syndicalistes qui s'intéressent à l'éducation ouvrière, lien entre tous les camarades qui ont compris le profit d'une constante confrontation des inquiétudes et des idées des uns et des autres, ces Cahiers doivent être, mieux qu'ils ne l'ont été jusqu'ici, le témoignage de la solidarité et de l'amitié ouvrières, dans la libre recherche et la franche discussion.

Envoyer toute la correspondance à WALUSINSKI, Gérant.

Cahiers ronéotypés par la C.G.T.F.O. 198, Avenue du Maine
PARIS (XIVe)